

## COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

**Dossier itinérance à Val-d'Or: le Centre d'amitié autochtone prône une approche concertée de l'action politique avec celle de l'action communautaire pour contrer l'itinérance.**

**Val-d'Or, le 26 mai 2014**

Ce matin, le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or a accepté l'invitation lancée par les élus des trois paliers de gouvernements afin de se prononcer sur une proposition visant à assurer « une 3<sup>e</sup> avenue partagée positivement » par l'établissement « d'un partenariat structurant ». D'emblée, le Centre d'amitié salue cette mobilisation politique longtemps souhaitée et articulée par ses dirigeants à de nombreuses occasions.

Favorable à la proposition des élus d'envisager la « location d'un lieu au centre-ville » pouvant servir de centre de jour aux personnes en situation d'itinérance, le Centre d'amitié est d'avis qu'une cohabitation sociale harmonieuse sur le 3<sup>e</sup> avenue doit inclure une diffusion publique du travail colossal des organismes communautaires en cette matière. La méconnaissance crée une perception d'inaction et de mauvaise coordination de l'action communautaire sur le terrain. Le discours politique des derniers mois axé sur l'insécurité et la crainte du centre-ville accentue le malaise et l'inconfort manifestés par les commerçants et les citoyens.

Partageant le souhait d'identifier des solutions durables à l'itinérance, la directrice générale du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, *Edith Cloutier*, a profité de la tribune pour inviter les élus : « à combiner l'action politique à l'action communautaire afin de créer une force commune qui permettra la mise en œuvre d'un plan de lutte à l'itinérance pour Val-d'Or. »

Au député d'Abitibi-Est, *Guy Bourgeois*, les dirigeants du Centre d'amitié ont rappelé qu'en mars dernier une Politique nationale de lutte à l'itinérance fut adoptée. Les intervenants sont toujours dans l'attente du déploiement du plan d'action interministériel en itinérance du Gouvernement du Québec ainsi que de l'identification des ressources financières qui permettront la mise en œuvre dudit plan. En matière de politique fédérale en itinérance, le député *Roméo Saganash* a été invité à réitérer l'importance de maintenir le financement de la Stratégie de partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI) auprès du Gouvernement Harper. Le gouvernement fédéral a annoncé la reconduction de la SPLI pour 2014-2019, mais avec l'intention d'orienter cette aide vers le programme « *Housing first* ». Cette orientation ne vise qu'à répondre en partie à des besoins en itinérance et pourrait

mettre en péril les services d'intervention psychosociaux du Centre d'amitié offerts depuis 2001.

Le Centre d'amitié est d'avis que de la Ville de Val-d'Or, l'instance la plus près des citoyens, doit prendre le rôle de porte-parole politique des besoins et des demandes du milieu face à Québec et Ottawa. Le maire *Pierre Corbeil* doit jouer un rôle de représentation démocratique de tous les citoyens, incluant ceux et celles qui se retrouvent à la rue. Le maire de Val-d'Or est invité à privilégier « *un arbitrage démocratique* » entre des intérêts divergents concernant le partage de l'espace public en présence des personnes en situation d'itinérance.

Pour sa part, le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, en concertation avec ses partenaires, La Piaule de Val-d'Or, la Sûreté du Québec, le CSSS-VO et le Carrefour Jeunesse-Emploi, continuera de déployer des ressources humaines et matérielles auprès de personnes en situation de vulnérabilité dans les parcs, les rues et les ruelles de la ville. Avec énergie, détermination et patience, le Centre d'amitié s'engage à poursuivre l'accompagnement de ses gens vers une sortie de rue digne et respectueuse de chacun.

Lieu privilégié de rassemblement et de prise de parole, le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or milite en faveur des droits, des intérêts et du mieux-être individuels et collectifs des Autochtones composant avec la réalité urbaine.

- 30 -

Sources : Édith Cloutier, directrice générale  
Sharon Hunter, directrice, secteur du développement social  
819 825-8299, poste 230